



## Introduction au CDNE des 17 et 18 septembre 2020

J'hésite à caractériser cette nouvelle année comme celle de tous les dangers parce qu'on ne peut pas dire que jusqu'à maintenant nous ayons été à l'abris... Pour autant, je pense qu'effectivement ce peut être deux années restantes du quinquennat extrêmement dangereuse. En tout état de cause, il ne s'agit nullement d'une « rentrée dans la joie » ...

Le topo que je vous ferai en cette entrée en CDNE se centrera sur ce que je pointe comme travail revendicatif du SNEP sur le court, moyen et long terme et qui devrait engager l'ensemble de l'appareil syndical du local au national. Je ne reviendrai pas sur les quelques éléments pointés lors du CDN de rentrée et j'opère donc un choix plus restrictif. Par ailleurs vous disposerez du texte émanant du CDFN des 21-22 septembre.

Compte tenu des conditions de rentrée je commencerai par l'Ecole de manière générale et je me centrerai sur cet aspect. Beaucoup de choses ont déjà été dites sur les conditions exceptionnelles dans lesquelles nous sommes et sur les mesures sanitaires. Nous y reviendrons plus précisément dans une séquence qui y sera dédiée parce que c'est, à l'heure actuelle, au cœur des préoccupations des collègues avec la multiplication des fermetures de classe, des restrictions de plus en plus fortes par endroits... et nous avons à mettre en avant notre professionnalité pour tenter de rassurer les parents d'élèves qui sont les plus inquiets (près de 71% selon un sondage BVA) mais aussi répondre à certains poncifs, exiger des réponses sur d'autres points. A titre d'exemple, je goute assez mal la tribune d'Houdé, prof de psycho et spécialiste des neurosciences qui dit, je cite « un mal pour un bien : la crise pourraient rendre plus robuste le cerveau des élèves », « l'apprentissage des élèves dans des conditions exceptionnelles améliore leur « plasticité cérébrale », leur « flexibilité collective » et leurs « capacités d'inhibition »... ou alors des questions sans réponse réelle comme dans la voie pro où 10% des élèves manquent à l'appel à la rentrée, où le taux de décrocheurs est extrêmement important... et aucun moyen de résoudre la problématique émanant du ministère.

Le problème du contexte c'est que ces difficultés engendrées par la COVID masquent bien trop ce qui se passe en profondeur, le ministre continuant son bonhomme de chemin dans la transformation du système éducatif et dans le rôle qu'ont à y jouer les agents. Comme le dit le ministre, la COVID n'est pas tout mais elle a ceci d'important pour nous qu'elle met en exergue et révèle au grand public l'état dans lequel se trouve notre école. Elle est le révélateur de toutes les problématiques, tous les dysfonctionnements générés par des politiques libérales depuis de nombreuses années. Blanquer a, pour sa part, très fortement accéléré l'atomisation de l'Education. Atomisation prise dans sa double acception.

D'abord, il la parcellise en faisant de chaque établissement non pas une partie constituante d'un système général mais une entité à part entière. Le pouvoir des hiérarchies locales s'en trouve renforcé et l'est encore par les projets de textes au nom de la « simplification administrative » dans lesquels des prérogatives du CA sont transférés à la commission permanente, l'ordre du jour des CA n'a plus à être adopté mais est fixé unilatéralement par le chef d'établissement etc. (on y reviendra je pense) ; les contenus se définissent localement dans le cadre de programmes de cycle qui permettent tous les aménagements, les certifications se construisent localement ce qui peut expliquer aussi la construction et l'imposition par le ministère de tests standardisés ou encore la construction du conseil de l'évaluation de l'école... Ne sachant plus mesurer les acquisitions réelles des élèves compte tenu notamment de bacs devenus locaux ou de DNB certifiant ou ne sait quoi, n'étant pas en mesure de savoir ce qui est décliné au niveau de chaque établissement, on construit des instruments de mesure pour essayer d'y voir clair... on marche à l'envers !; les injonctions et prescriptions se multiplient dans des interprétations de plus en plus localisées de consignes nationales, les hiérarchies les opérant ne détenant pas toutes les clefs (tant en termes de réponses que de moyens) se

trouvent la cible de toutes les questions et critiques et sombrent dans des formes d'autoritarisme, l'OCDE allant même jusqu'à pointer la France comme le pays où les chefs d'établissement sont les plus éloignés des professeurs, les conflits se multiplient... Ce délitement de l'Education nationale ajouté aux problématiques sanitaires met les personnels sous tension et la fatigue est déjà grande quelques petites semaines après la rentrée... Pas sûr que la situation puisse perdurer longtemps...

Au-delà de cette parcellisation, il y a des phénomènes de destruction de l'Education nationale par de nombreux textes qui favorisent l'enseignement privé (129 établissements hors contrat créés à la rentrée), le soutien d'associations parfois peu recommandables pour intervenir dans l'école, la volonté d'externaliser certaines disciplines comme on a pu le voir avec le 2S2C ou encore par l'externalisation de l'aide et du soutien à apporter aux élèves lors de cette rentrée sous COVID...

L'Education nationale est de moins en moins nationale mais ça se fait insidieusement, à la découpe, petit à petit. Il est important que nous puissions faire cette démonstration auprès de nos collègues pour qu'ils replacent dans un cadre général toutes les petites mesurées prises localement et qui de prime abord semblent ne pas manger de pain.

Pour continuer l'entreprise, Blanquer a besoin de faire évoluer le métier d'enseignant pour disposer de personnels plus « flexibles », plus soumis aux hiérarchies, mis en concurrence les uns avec les autres pour répondre plus complètement aux doxas des libéraux qui n'envisagent la performance et l'efficacité qu'à cet aune. Il a donc « profité » du projet de réforme des retraites qui a mis en exergue la nécessité de revaloriser le métier pour installer un deal, revalorisation contre transformation du métier. La pandémie a mis sous l'éteignoir temporairement cette question mais elle revient fortement par l'annonce d'un « grenelle des professeurs » et la reprise des chantiers qui se sont déroulés avant le confinement... Si les mots sont forts, la réalité l'est beaucoup moins...

En terme de revalorisation, après la promesse de 10 milliards sur quelques années, puis de 500 millions comme premier pas pour 2021, nous en sommes au jour d'aujourd'hui à des chiffres de 400 à 350 millions... Les discussions menées à la DGRH avant la crise sanitaire sur ce chantier, qui vont reprendre dans les semaines à venir, ont montré qu'il s'agit juste d'un coup de pouce sur les débuts de carrière sous forme de primes ou d'indemnités. Exit toute volonté de revaloriser l'ensemble des enseignants et des personnels via la seule mesure possible en ce cas : la revalorisation de la valeur du point d'indice. D'ailleurs la ministre de la transformation et de la Fonction publique a fixé le cap : gel pendant deux ans encore... Souvenons-nous aussi des premières décisions de ce gouvernement en matière salariale : le report des mesures PPCR et l'imposition de 2 HSA. La nécessaire relance économique pour sortir de la crise et les milliards distribués toujours aux mêmes et sans contreparties peuvent légitimement laisser à penser que rien ne sera possible ; il va bien falloir financer tout cela et comment le faire sans installer une nouvelle période d'austérité dans la Fonction publique et les services publics.

**Pour autant, la mobilisation du secteur de la santé et le Ségur de la santé qui a suivi doit au contraire laisser place à l'optimisme et à la volonté de batailler ferme pour obtenir cette revalo pour toutes et tous !**

Sur la transformation du métier, les discussions ont montré les centres d'intérêt du ministère : faire plus avec moins. Après l'imposition des 2 HSA, les discussions ont porté sur la formation pendant les vacances (qui pourrait être en partie rémunérée), le remplacement en interne, la nécessité du travail collectif, l'aide et le soutien hors temps scolaire, le développement du numérique... On le voit bien, pour distribuer quelques primes à quelques-uns, ce qu'il appelle revalorisation ne vise qu'à nous faire travailler davantage sans se soucier des conséquences tant en terme de condition de travail, de qualité des enseignements, de développement des inégalités ou encore d'éclatement des collectifs qu'ils souhaiteraient par ailleurs développer...

**L'enseignant du XXIème siècle que veut développer Blanquer n'est pas celui que nous voulons pour nos métiers, nos élèves, la nation. Nous avons à travailler pour dire ce que pour nous est un enseignant d'EPS. Il nous faut revendiquer sur cette vision et ne pas se laisser enfermer dans une lutte défensive mais au contraire, dès à présent, montrer ce que serait l'amélioration de nos métiers dans l'intérêt des jeunes et du service public d'éducation.**

Travailler plus, c'est aussi renvoyer à la problématique du recrutement. Là aussi nous aurons une séquence spécifique sur l'emploi mais on sait d'ores et déjà que de nombreux besoins ne sont pas couverts, que face à l'afflux d'élèves nos conditions de travail se détériorent, que la qualité et la continuité du service public s'en ressent. Nous avons débuté une campagne sur ce sujet, il nous faut encore la développer, l'amplifier. Enfermé dans leur logique communicationnelle sur le mode « tout va bien », le ministère, en réponse à notre courrier demandant un plan pluriannuel de recrutement, ose nous expliquer que tout va bien puisque depuis deux ans le nombre de postes aux concours augmentent pointant +4% à la session 2019 et + 2,3% à la session 2020 en prenant comme référence 2018. Il oublie juste de préciser qu'en 2018 nous avons connu une baisse de près de 20%. Il ne rattrape pas cette baisse et continue le décrochage par rapport au nombre d'élèves accueilli.

En période de crise, on voit combien les recrutements sont indispensables. Le gouvernement n'a pas pris cette voie allant même jusqu'à dire que le recrutement d'enseignants ne participait pas de la relance.

Au lieu de réfléchir à la manière d'envisager une rentrée la plus sûre possible en réfléchissant aux modalités d'accueil des élèves et à la manière la plus efficace de rattraper le retard scolaire dû au confinement, le ministère a programmé une rentrée normale nonobstant les mesures sanitaires. Pour nous ces modalités auraient dû passer par des recrutements supplémentaires pour favoriser la constitution de petits groupes... Le plan de relance de 100 milliards est révélateur de cette orientation qu'on peut voir au sein de l'Education. Il développe une politique de l'offre et favorise les entreprises au détriment des ménages. Le soutien aux entreprises est bien sûr nécessaire pour préserver l'emploi mais il aurait dû être assorti de contreparties. A contrario, le gouvernement se prive de 20 milliards de recettes fiscales au profit des entreprises qui ne seront au final que des Cadeaux aux actionnaires ?

D'autres pays ont fait des choix différents pour l'Education. L'Italie, par exemple, a recruté 50 000 personnels supplémentaires et a ouvert des espaces pour répondre à la crise... Le choix en France, en conformité avec la politique générale développée, a été différent puisque le ministère, au-delà des 420 postes supprimés dans le second degré, a gardé sous le coude 350 ETP et a favorisé les heures supplémentaires en distribuant 1 million 500 000 Heures pour soi-disant lutter contre le retard accumulé pendant le confinement... Bien évidemment ces distributions d'HS ne sont pas sans heurts dans les établissements et participent du développement d'une ambiance de plus en plus délétère.

Transformation des contenus, des certifications, du métier enseignant, de leur revalorisation... il fallait un outil pour faciliter le tout et réformer les ressources humaines. La Loi de transformation de la Fonction publique a été faite pour cela ! En restreignant les possibilités d'intervention syndicale et leur rôle, on facilite toutes les transformations et on renforce le pouvoir de l'administration. La fin de certaines prérogatives des CAP a montré combien laisser le mouvement et les carrières aux seules mains de l'administration ou d'algorithmes génèrent des erreurs, de la frustration, de la colère... Je pense, de ce point de vue que nous avons raté une étape mais qui est récupérable : la mise dans l'espace public de toutes les inepties, de tous les problèmes avec témoignages de collègues les plus impactés par ces mesures. **Rester dans des batailles internes face à l'administration ou en interpellant les élus est important mais ne peut suffire. On voit bien que la presse joue un rôle majeur maintenant dans notre pays et finalement, comme c'est un des rares moyens de nous faire entendre, il faut nous en saisir davantage d'autant que la mise en œuvre de la LTFP n'est pas terminée.** Nous avons eu lundi une réunion sur l'architecture des CAP. Je vous passe le détail des calculs et critères retenus pour construire cette architecture mais ce qu'il faut retenir pour nous c'est que les enseignants de toute discipline, les psyEN, les profs doc sont regroupé en une seule et même catégorie donc dans une seule et même CAP représentant 420 000 agents avec 2 représentants si le nombre de fonctionnaires est inférieur à 1000, 4 pour 3000, 6 pour 5000 et 8 pour plus de 5000... Je vous laisse imaginer les impacts. Pour les PEPS, nous avons demandé lors de cette bilatérale une CAP spécifique en jouant sur le petit a de l'article 3bis qui précise qu'il peut y avoir une CAP spécifique si un corps est soumis à des règles juridiques spécifiques. Or ayant un statut particulier en lien avec le code du sport, ayant des exigences de recrutement différentes et des textes réglementaires spécifiques, nous estimons pouvoir relever de cet alinéa. Le ministère doit expertiser cette question. Nous en discuterons également lors de ce CDNE. Pour autant la LTFP, que nous combattons toujours, n'est pas la fin de notre syndicalisme comme on a pu l'entendre. Il peut changer les rapports que nous avons avec nos collègues mais il doit aussi être l'occasion de renforcer les liens que nous entretenons avec eux.

Dans la situation actuelle de l'Ecole mais aussi face aux projets à venir, la question qui se pose est : qu'est-ce qu'on fait ? La tendance au repli sur soi est exacerbée par l'épidémie et rend plus difficile les actions de masse dans la période. Pour autant, ne rien faire est tout bonnement inenvisageable.

**C'est la raison pour laquelle le CDN s'est projeté sur une « semaine de l'EPS » début décembre. Le but de cette initiative multiforme est de mettre sur un même temps resserré l'expression de notre conception du métier et la mise en avant de nos revendications, qu'elles portent sur la discipline, les installations sportives, sur le métier, sur les personnels, sur la revalorisation, la formation, la gestion RH... Peu importe l'angle d'entrée, peu importe la forme (conférence de presse, rassemblement, journée de l'EPS, stage, communiqué de presse...) le but est d'être visible partout sur le territoire, dans une même période et de porter nos exigences. Lors du débat général qui va suivre, il faudra réserver un temps de discussion spécifique sur cette organisation.**

Les congrès qui se tiendront aussi sur cette période devront être un moment fort de mobilisation et donner lieu à des expressions de l'ensemble des départements. L'enjeu, au-delà de la vie démocratique de notre syndicat, sera d'en faire un moment fort de la profession, quelque chose d'ampleur, une mobilisation de tous les acteurs pour faire la démonstration à nos gouvernant qui misent sur le délitement du syndicalisme que ce dernier n'est pas mort, loin de là !

Un petit mot sur la bilatérale (FSU) que nous avons eu avec le ministre de l'Education nationale, la ministre déléguée des sports et la secrétaire d'état à la jeunesse mardi. Le ministère qui regroupe maintenant l'Education nationale, la jeunesse et les sports cherche à construire une politique générale qu'on peut résumer par la recherche d'un continuum éducatif sur tous les temps de la vie et qui, pour la jeunesse, passe par la recherche d'une articulation entre le temps scolaire, le périscolaire et l'extrascolaire. Bien sûr, dans cet objectif, Blanquer cherche à installer les dispositifs à l'œuvre comme le plan mercredi, les vacances apprenantes, le service civique, le SNU et tutti quanti. Nos temps de congrès et de débat auront à réfléchir à ces problématiques parce que le sport et l'EPS auraient un rôle important à y jouer et qu'il nous faut empêcher toutes dérives. Blanquer a plusieurs reprise a fait un appel du pied important en direction du SNEP pour renforcer le dialogue qu'il nous faut avoir sur ces sujets. Pour les collègues du secteur sport, le ministère porte la nécessité que l'OTE se fasse au premier janvier mais sait que d'autres forces sont à l'œuvre pour retarder encore son application. La décision doit être rendue par le premier ministre dans la fin du mois et nous avons décidé en FSU de réécrire à Castex. La ministre déléguée qui ne semble toujours pas avoir compris la différence entre un prof de sport et un prof d'EPS a été, tout le long de l'entretien, surveillée par Blanquer comme le lait sur le feu, ce qui ne l'a pas empêché plusieurs reprises de mordre le trait notamment sur l'école primaire en ne fixant comme objectif que l'aisance aquatique et le savoir rouler, en disant que nous nous ressemblions et que des éducateurs pouvaient intervenir facilement dans l'Ecole...

Si ce que je viens d'aborder sur l'Ecole est bien sûr assez central dans notre syndicalisme, nous aurons également à nous mobiliser avec d'autres au plan plus général.

Ainsi, aujourd'hui même, une mobilisation est programmée à l'appel de la CGT, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNEF et UNL pour l'emploi, les salaires et une autre politique. Compte tenu de notre instance et de l'éloignement du lieu de rassemblement, nous ne pourrons y être présents mais nous prendrons un petit moment pour afficher notre engagement dans cette lutte.

Les 25 et 26 septembre, il y a un appel pour le climat et l'emploi. Les organisations membres du collectif « Plus jamais ça » appellent à participer et à multiplier les initiatives locales décidées autour des 25 et 26 septembre (rassemblement dans des lieux symboliques), soutien des marches dans le cadre de la journée internationale de la grève scolaire pour le climat vendredi 25 septembre.

De son côté la FSU, pour ne cibler que quelques actions, construit une campagne d'action pour la Fonction publique et les services publics. Elle a également développé un plan jeunesse qu'il nous revient de porter largement. Elle appelle par ailleurs à créer des initiatives pour l'éducation prioritaire en amont des Etats Généraux qui se dérouleront en janvier 2021 et qui seront un rendez-vous national des délégués à Paris pour mettre en commun les fruits de toutes les rencontres locales.

Bien sûr, même si la rentrée sociale est compliquée, nous aurons probablement à construire d'autres mobilisations, le gouvernement n'ayant pas mis un mouchoir sur ses volontés réformatrices. Le dossier de la protection sociale, des retraites n'est pas clos.

Nous aurons avec d'autres à réclamer et pousser pour une toute autre politique. Le gouvernement a montré son incapacité à se projeter sur un ailleurs, sur le « monde d'après », incapable de réorienter en profondeur sa politique en s'enfermant dans les dogmes libéraux, en commençant à jouer un match Le Pen / Macron avec des discours sécuritaires, un projet de loi sur les séparatismes etc... Il revient aux citoyens, au syndicalisme, aux associations, aux partis de transformation sociale de construire cette alternative. Le collectif Urgence sociale et écologique et le Pacte du Pouvoir de vivre ont mené ce travail, des opérations de rapprochement sont en cours avec une réunion qui s'est tenue hier, le dialogue avec les politiques aussi... Il nous faut continuer cette dynamique et la décliner localement. Si on voit que le dialogue s'ouvre entre partis de gauche, malheureusement les egos ne sont pour l'heure pas morts et chacune des composantes veut être le leader de ce rassemblement ce qui freine la construction commune. A nous d'être exigeant envers eux pour que ce ne soit pas des batailles de personnes mais bien de projets à construire en commun. Les municipales nous ont montré que le rassemblement pouvait être une source d'adhésion plus large et de victoire. Le SNEP, lui aussi, aura à entamer cette démarche de dialogue avec les politiques sans exclusive (hormis le RN bien entendu) et il faudra que nous nous y attelions assez rapidement.

Beaucoup de dossiers sont devant nous et à l'heure de ce CDNE je sais déjà la fatigue que nous éprouvons tous. Pour le débat qui va suivre, en dehors des compléments que vous apporterez en matière de contexte il faut que nous réfléchissions à ces mobilisations nécessaires. Tout est important, tout est à mener mais nous connaissons un temps de crise qui rend très compliqué les constructions et initiatives. Si tout est à mener, peut-être avons-nous à nous fixer au SNEP certaines priorités. Lesquelles seraient-elles ? Si tout est d'égale importance alors peut-être avons-nous à fixer des temporalités pour que l'ensemble de l'appareil soit sur un même tempo et que les luttes soient rendues plus visibles nationalement ?

Dans un second temps de débat, il nous faut envisager les formes que pourraient prendre notre décision de faire une semaine où les questions de métier de l'EPS et du sport seraient portées fortement. Localement quel serait l'axe majeur d'entrée ? Quelle forme prendrait l'initiative ? Il nous faut recoller l'ensemble assez rapidement pour donner une dimension nationale de l'opération et avoir une cartographie globale.